



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire
modifiant les conditions d'exploitation de l'installation de transit, regroupement et
stockage temporaire de déchets dangereux
exploitée par la société EST ARGENT à TOUL**

N° 2024-0283

AIOT 0006200615

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement, et en particulier ses articles L.511-1, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la loi 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté du 29/09/2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Grand Est adopté le 22 novembre 2019, en particulier le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 autorisant la société SRRHU à exploiter un centre de transit, regroupement et stockage temporaire d'huiles usagées à Toul ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-833 du 06/12/2013 imposant à la société SEVIA la réalisation et la remise d'une nouvelle étude de danger pour son établissement de Toul ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-968 du 17/11/2014 prescrivant la constitution de garanties financières pour la société SEVIA à Toul ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-1413 du 21/12/2020 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société EST ARGENT des installations de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux à Toul ;

Vu la demande, complétée en dernier lieu le 30/05/2023 formulée par la société EST ARGENT, pour la modification de la liste des déchets autorisés à la réception sur son site, et l'apport de précision quant à l'étude de dangers concernant son installation ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé BV/534_2022 en date du 12/08/2024 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire en date du 24 août 2024 ;

Considérant que la société EST ARGENT est régulièrement autorisée à exploiter une installation de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux sur la commune de TOUL ;

Considérant que les modifications apportées par la société EST ARGENT aux conditions d'exploitation de son installation de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux sur la commune de TOUL, ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, et ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les nouvelles conditions d'exploitation de l'installation de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux de la société EST ARGENT à Toul, assorties des prescriptions fixées dans le présent arrêté, sont de nature à prévenir et à limiter les dangers et inconvénients générés par l'installation, pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le dispositif de garanties financières est abrogé par la loi industrie verte susvisée et son décret d'application susvisé ;

Considérant que les termes du présent arrêté ne renforcent ni n'allègent les prescriptions imposées à la société EST ARGENT, que, dès lors, ils ne nécessitent pas d'être soumis à l'avis du le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-1413 du 21/12/2020, autorisant la Société EST ARGENT, dont le siège social est situé à SAINT-MICHEL-SUR-MEURTHE, Parc d'Activités, à exploiter un centre de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux à TOUL, Pôle Industriel Toul Europe, 3285 route de Villey-Saint-Etienne, sont modifiées et complétées par les prescriptions du présent arrêté qu'elle est tenue de respecter strictement.

Article 2 : Abrogations d'actes antérieurs visant l'installation

Les arrêtés listés à la suite sont abrogés :

- arrêté préfectoral complémentaire du 2013-0968 du 17/11/2014 actant le statut IED du site et fixant les garanties financières ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 2013-0833 du 06/12/2014 prescrivant la fourniture d'une nouvelle étude des dangers.

Article 3 :

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 modifié sont substituées par les suivantes :

Exploitant titulaire de l'autorisation :

La société **EST ARGENT**, dont le siège social est situé à **SAINT-MICHEL-SUR-MEURTHE**, Parc d'Activités, est autorisée à exploiter un centre de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux à Toul, Pôle Industriel Toul Europe, 3285 route de Villey-Saint-Etienne.

Article 4 :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 modifié sont substituées par les suivantes :

2.1 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

Rubrique	libelle de la rubrique (activité)	capacité	régime (1)
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	600 t ou 735 m ³	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	600 t ou 735 m ³	A

⁽¹⁾ A = Autorisation - E = Enregistrement - D = Déclaration - DC = Déclaration avec Contrôle périodique par un organisme agréé

2.2 Statut vis-à-vis de la directive IED - Industrial Emissions Directive

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'Environnement, la rubrique principale est la rubrique 3550 relative au stockage temporaire de déchets dangereux. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT dit "Traitement des Déchets".

2.3 Conformité aux dossiers déposés par l'exploitant

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers successivement déposés par l'exploitant.

Article 5 :

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 sont substituées par les suivantes :

Zones de stockage

Le centre de regroupement comporte deux zones d'activités :

- une zone dite "benne et alvéoles", destinée au regroupement des déchets suivants :

Désignation des déchets	Capacité autorisée
eaux + hydrocarbures/huiles solubles	60 m3 de conditionnés
liquides de refroidissement	4 m3 de conditionnés
ferrailles	30 m3
batteries	30 m3
pare-chocs	10 m3
pare-brise	30 m3
néons + ampoules	1 m3
piles	2 m3
aérosols	30 m3
pâteux (boues de peintures, graisses,..)	50 m3
solvants/liquides inflammables diluants/dégraissant)	30 m3
solides imprégnés et emballages souillés	60 m3 en benne
carburants mélangés	4 m3
liquide de frein	0,5 m3
Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3EE)	2 m3
produits acides	4 m3
mélanges aqueux	10 m3
bases	4 m3
oxydant	0,5 m3
pesticides	1 m3
toner impression	0,5 m3
radios	0,5 m3
Déchets Industriels Banals (DIB)	benne 30 m3

- une zone dite "citerne", destinée au regroupement des déchets suivants :

Désignation des déchets	Capacité autorisée
Huiles usagées noires et claires	au global : 7 cuves de 60 m3 et 5 cuves de 30 m3
Eaux+hydrocarbures/huiles solubles	
Liquides de refroidissement	

et comportant deux aires de dépotages et une aire de nettoyage de véhicules, toutes étanches ; ainsi qu'un local "pompes" disposé à l'abri des intempéries sur une rétention d'au moins 1,8 m³.

La rétention de ou des cuves est telle qu'elle puisse contenir la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du volume de la plus grande cuve de traitement ;
- 50 % du volume de déchets traités contenu dans les cuves de traitement, les appareils et les tuyauteries.

Les différentes zones de stockage sont organisées conformément au plan figurant à l'annexe I du présent arrêté.

Article 6 :

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 sont modifiées comme suit :

- le premier paragraphe de l'article 6 est supprimé ;
- les dispositions de la section 6.1 sont substituées par les dispositions suivantes :

6.1.1 Étude de dangers

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. En particulier et sans préjudice des dispositions constructives énoncées au présent arrêté, il dispose et aménage les divers emplacements d'entreposage de déchets de sorte, en cas d'incendie, à confiner les effets thermiques à l'intérieur des limites du site.

6.1.2 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de ses installations. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies d'accès et de circulation sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage ou le déploiement des secours. Elles sont aménagées afin de permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté.

6.1.3 Dispositions constructives et comportement au feu

Les dispositions nécessaires sont prises afin qu'en cas de sinistre les flux thermiques supérieurs ou égaux à 3 kW/m² soient contenus à l'intérieur des limites de propriété.

En particulier, le hangar de stockage dispose de murs coupe-feu REI 120 jusqu'à la hauteur de la charpente métallique et le stockage des liquides inflammable est regroupé au centre de ce bâtiment.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.4 Détection incendie

Les installations sont dotées d'un système de détection automatique et d'alarme incendie audible en tout point du site.

6.1.5 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

6.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction et le volume d'eau généré par les intempéries sur la plateforme de l'installation, sont confinées sur le site, en particulier par l'équipement de chacun des points de rejets d'une vanne d'isolement et d'une capacité de confinement sur site.

L'installation dispose d'une capacité de confinement, libre en permanence d'au moins 160 m³.

Les eaux d'extinction susceptibles d'être générées par un incendie ne sont pas confinées sur les zones de circulation du site, qui demeurent libres de ces eaux en toutes circonstances.

Le dispositif de mise en rétention du site en cas d'incendie est asservi à l'alarme incendie et se déclenche dès lors que le niveau d'eau haut est atteint dans le réseau d'évacuation souterrain du site.

En cas d'utilisation d'un dispositif de rétention aérien, tous les moyens sont mis en œuvre pour garantir un pompage en toutes circonstances des eaux d'extinction avec notamment un pompage principal et un pompage de secours..

6.1.7 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes à l'étude de dangers, composés notamment :

- de plans du site facilitant l'intervention des services publics d'incendie et de secours ;
- d'un dispositif, fixe ou mobile et opérationnel en tout temps, accompagné d'une procédure d'urgence, permettant d'alerter sans délai les services publics d'incendie et de secours ;
- d'extincteurs, placés judicieusement dans l'emprise de l'installation en fonction des risques encourus, à proximité des dégagements, appropriés à ces risques et compatibles avec les matières entreposées (en particulier en cas de présence de batteries au lithium) ;

Ces dispositifs, adaptés aux risques et aux interventions, sont accessibles en toutes circonstances et régulièrement entretenus. L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Le personnel de l'établissement est formé à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention, notamment à celle des extincteurs.

L'exploitant met à disposition des services d'incendie et de secours un « dossier d'accueil des secours » regroupant : la procédure de mise en rétention des eaux d'extinction d'un incendie ; les fiches de sécurité des matières utilisées sur le site ; un plan d'accès au site, aux bâtiments et installations (masse et situation) ; un plan des dispositifs de coupure des énergies ; un plan de situation des zones à risque (avec les quantités maximales stockées), une procédure d'accueil et de guidage des secours publiques ; un état de la défense incendie mentionnant les pressions et débits des différentes ressources en eau. Ce dossier, tenu à jour, est accessible en toutes circonstances, notamment en l'absence de personnel sur le site.

6.1.8 Ressources en eau d'extinction

Les besoins en eau d'extinction de l'installation sont de 120 m³ pour 2h de sinistre, à laquelle l'exploitant est en capacité de répondre par un poteau incendie public, capable de générer un débit d'au moins 60 m³/h en toutes circonstances, et implanté à moins de 200 m des risques à défendre.

- les paragraphes suivant de la section 6.2 sont supprimés :
paragraphe 9, commençant par "La zone alvéole sera séparée"
paragraphe 10, commençant par "Chaque alvéole sera séparée"
paragraphe 15, commençant par "La défense incendie du centre sera assuré"

Article 7 :

Les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 sont substituées par les dispositions suivantes :

Seuls sont admis dans l'établissement les déchets listés à l'annexe II au présent arrêté, la codification reprenant celle de l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Les déchets reçus proviennent prioritairement de la Région Grand Est.

Article 8 :

Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 sont substituées par les suivantes :

Gestion des déchets reçus par l'installation

Les stockages, manutentions, traitement, chargements/déchargements de déchets à traiter ou en cours de traitement sont effectués sur une dalle étanche. L'entreposage des déchets est réalisé de façon à faciliter l'intervention des moyens de secours en cas d'incendie. L'exploitant fixe en particulier la hauteur maximale d'entreposage de ces équipements de manière à assurer la stabilité de ces stockages. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les zones de transit, regroupement, tri, désassemblage des déchets est limitée aux nécessités de l'exploitation.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des déchets susceptibles d'être présents. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Outre les registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement, l'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et déchets contenus et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les sources lumineuses en transit sur site, sans que leur traitement ne soit autorisé ou prévu, sont stockées et manipulées dans des conditions permettant d'en éviter le bris.

Tout stockage de déchets soumis aux intempéries, susceptible de relarguer des polluants, s'effectue sur rétention.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 – NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 10 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la Société Est Argent, Rue Parc d'activité, 88470 Saint-Michel-sur-Meurthe

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul
- Monsieur le maire de Toul

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le **30 AOUT 2024**

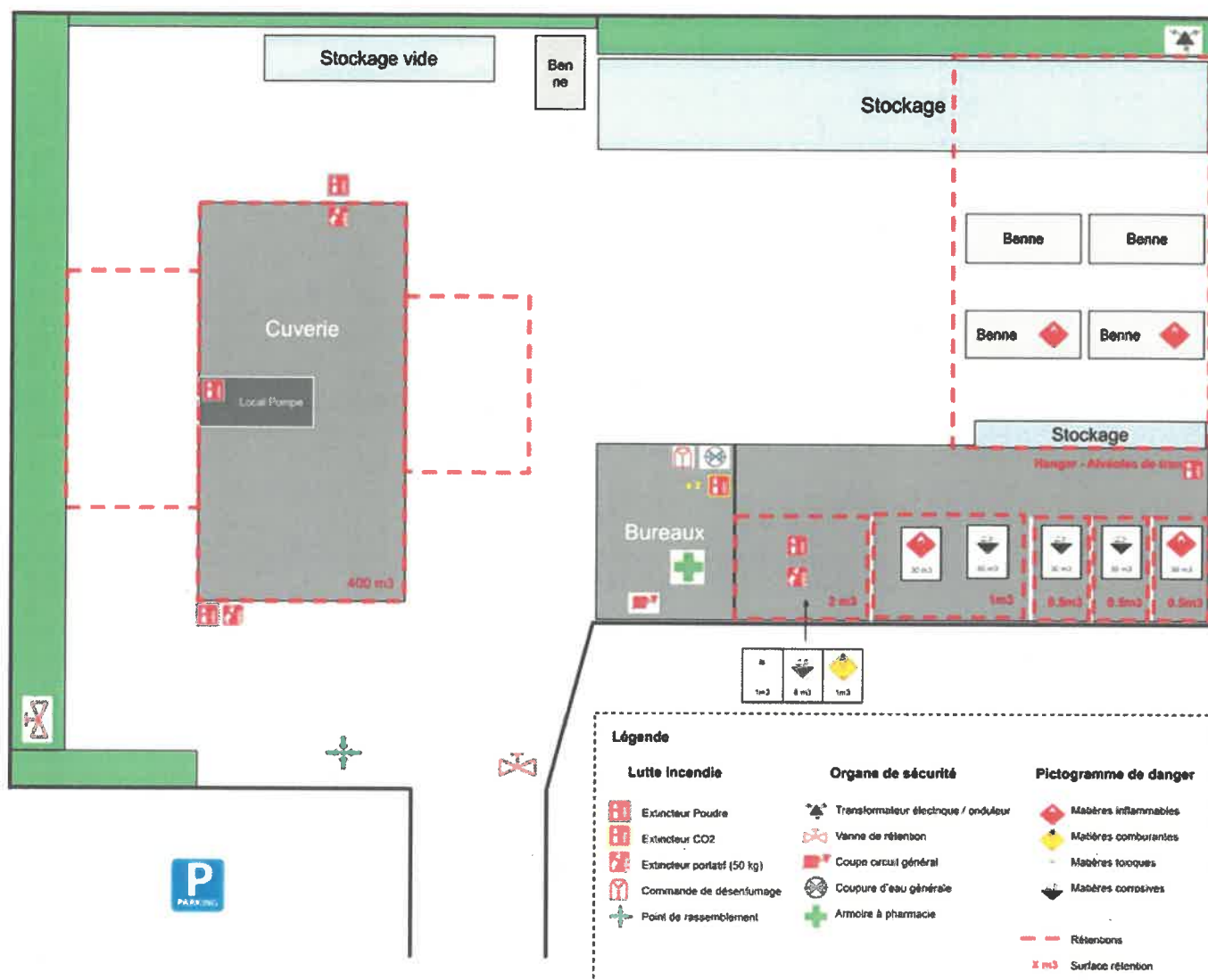
Le Préfet,



Françoise SOULIMAN

Annexe I à l'Arrêté Préfectoral n° 2024-0283

plan des zones de stockage



PREFECTURE DE MEUSE - MOSELLE

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024-0283

en date du 30 août 2024

NANCY, le

30 AOUT 2024

Le préfet,

Françoise SOULIMAN

Annexe II à l'Arrêté Préfectoral n° 2024-0283 :

codes déchets pour lesquels l'admission est autorisée au sein de l'installation de TOUL

Déchets non dangereux

code	désignation	regroupement en cuve
08 03 13	déchets d'encre autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12	
09 01 07	pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent	
16 01 15	antigels autres que ceux visés à la rubrique 16 01 14	autorisé
16 01 17	métaux ferreux	
16 01 18	métaux non ferreux	
16 01 19	matières plastiques	
16 01 20	verre	
16 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	
16 05 09	produits chimiques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 05 06, 16 05 07 ou 16 05 08	
16 06 04	piles alcalines (sauf rubrique 16 06 03)	
16 06 05	autres piles et accumulateurs	
19 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	
20 01 28	peinture, encres, colles et résines autres que celles visées à la rubrique 20 01 27	
20 01 36	équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35	
20 01 99	autres fractions non spécifiées ailleurs	

Déchets dangereux

code	désignation	regroupement en cuve
06 01 06*	autres acides	
06 02 05*	autres bases	
07 01 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses	
08 01 11*	déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	
08 03 12*	déchets d'encre contenant des substances dangereuses	
08 03 17*	déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses	
08 04 09*	déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	
08 04 15*	déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	
09 01 01*	bains de développement aqueux contenant un activateur	
09 01 02*	bains de développement aqueux pour plaques offset	
12 01 07*	huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions)	autorisé
12 01 09*	émulsions et solutions d'usinage sans halogènes	autorisé
12 01 10*	huiles d'usinage de synthèse	autorisé
12 01 12*	déchets de cires et graisses	
12 01 19*	huiles d'usinage facilement biodégradables	autorisé
13 01 04*	autres huiles hydrauliques chlorées (émulsions)	autorisé
13 01 05*	huiles hydrauliques non chlorées (émulsions)	autorisé
13 01 09*	huiles hydrauliques chlorées à base minérale	autorisé

13 01 10*	huiles hydrauliques non chlorées à base minérale	autorisé
13 01 11*	huiles hydrauliques synthétiques	autorisé
13 01 12*	huiles hydrauliques facilement biodégradables	autorisé
13 01 13*	autres huiles hydrauliques	autorisé
13 02 04*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale	autorisé
13 02 05*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale	autorisé
13 02 06*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques	autorisé
13 02 07*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables	autorisé
13 02 08*	autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification	autorisé
13 03 01*	huiles isolantes et fluides caloporteurs contenant des PCB	autorisé
13 03 06*	huiles isolantes et fluides caloporteurs chlorés à base minérale autres que ceux visés à la rubrique 13 03 01	autorisé
13 03 07*	huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale	autorisé
13 03 08*	huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques	autorisé
13 03 09*	huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables	autorisé
13 03 10*	autres huiles isolantes et fluides caloporteurs	autorisé
13 05 06*	hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	autorisé
13 05 07*	eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	autorisé
13 05 08*	mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures	autorisé
13 07 01*	fioul et gazole	
13 07 02*	essence	
13 07 03*	autres combustibles (y compris mélanges)	
14 06 02*	autres solvants et mélanges de solvants halogénés	
14 06 03*	autres solvants et mélanges de solvants	
15 01 10*	emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	
15 02 02*	absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	
16 01 07*	filtres à huile	
16 01 13*	liquides de frein	
16 01 14*	antigels contenant des substances dangereuses	autorisé
16 01 21*	composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 01 07 à 16 01 11, 16 01 13 et 16 01 14	
16 02 10*	équipements mis au rebut contenant des PCB ou contaminés par de telles substances autres que ceux visés à la rubrique 16 02 09	
16 05 04*	emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	
16 05 06*	produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire	
16 05 07*	produits chimiques d'origine minérale à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut	
16 05 08*	produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut	
16 06 01*	accumulateurs au plomb	
16 06 02*	accumulateurs Ni-Cd	

16 07 08*	déchets contenant des hydrocarbures	autorisé
16 09 04*	substances oxydantes non spécifiées ailleurs	
16 10 01*	déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses	
18 01 08*	médicaments cytotoxiques et cytostatiques	
20 01 13*	solvants	
20 01 14*	acides	
20 01 15*	déchets basiques	
20 01 19*	pesticides	
20 01 21*	tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	
20 01 26*	huiles et matières grasses autres que celles visées à la rubrique 20 01 25	
20 01 27*	peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses	
20 01 35*	équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux (note 6) autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23	

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Vu par le préfet, le 30 AOUT 2024

30 AOUT 2024

Le préfet,
Françoise SOULIMAN